

Convention sur l'administration internationale des successions

Les Etats signataires de la présente Convention,
Désirant établir des dispositions communes en vue de faciliter l'administration internationale des successions,
Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I — CERTIFICAT INTERNATIONAL

Article premier

Les Etats contractants instituent un certificat international désignant la ou les personnes habilitées à administrer la succession mobilière, et indiquant ses ou leurs pouvoirs.

Ce certificat, établi dans l'Etat contractant désigné à l'article 2, et selon le modèle annexé à la présente Convention, sera reconnu dans les Etats contractants.

Tout Etat contractant aura la faculté de subordonner cette reconnaissance à la procédure ou à la publicité prévue à l'article 10.

CHAPITRE II — ETABLISSEMENT DU CERTIFICAT

Article 2

Le certificat est établi par l'autorité compétente dans l'Etat de la résidence habituelle du défunt.

Article 3

Pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs, l'autorité compétente applique sa loi interne, sauf dans les cas suivants, où elle appliquera la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant:

1. lorsque tant l'Etat de la résidence habituelle que celui dont le défunt était ressortissant ont fait la déclaration prévue à l'article 31;
2. lorsque l'Etat dont le défunt était ressortissant, mais non celui de la résidence habituelle, a fait la déclaration prévue à l'article 31 et que le défunt n'avait pas habité depuis au moins 5 ans avant son décès dans l'Etat de l'autorité émettrice du certificat.

Article 4

Tout Etat contractant a la faculté de déclarer que, pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs, il appliquera, par dérogation à l'article 3, sa loi interne ou celle de l'Etat dont le défunt était ressortissant selon le choix fait par ce dernier.

Convention concerning the international administration of the estates of deceased persons

The States signatory to this Convention,
Desiring to facilitate the international administration of the estates of deceased persons,
Have resolved to conclude a Convention to this effect and have agreed upon the following provisions –

CHAPTER I — THE INTERNATIONAL CERTIFICATE

Article 1

The Contracting States shall establish an international certificate designating the person or persons entitled to administer the movable estate of a deceased person and indicating his or their powers.

This certificate, drawn up in the Contracting State designated in Article 2 in accordance with the model annexed to this Convention, shall be recognised in the Contracting States.

A Contracting State may subject this recognition to the procedure or to the publicity provided for in Article 10.

CHAPTER II — THE DRAWING UP OF THE CERTIFICATE

Article 2

The certificate shall be drawn up by the competent authority in the State of the habitual residence of the deceased.

Article 3

For the purpose of designating the holder of the certificate and indicating his powers, the competent authority shall apply its internal law except in the following cases, in which it shall apply the internal law of the State of which the deceased was a national –

1. if both the State of his habitual residence and the State of his nationality have made the declaration provided for in Article 31;
2. if the State of which he was a national, but not the State of his habitual residence has made the declaration provided for in Article 31, and if the deceased had lived in the State of the issuing authority for less than 5 years immediately prior to his death.

Article 4

A Contracting State may declare that in designating the holder of the certificate and in indicating his powers it will, notwithstanding Article 3, apply its internal law or that of the State of which the deceased was a national in accordance with the choice made by him.

Article 5

Avant l'émission du certificat, l'autorité compétente peut, au cas où elle applique la loi interne de l'Etat dont le défunt était ressortissant, demander à une autorité de cet Etat, désignée à cet effet, si les mentions du certificat sont conformes à ladite loi et fixer, si elle l'estime opportun, un délai pour la réponse. Faute de réponse dans ce délai, elle établit le certificat selon sa propre appréciation du contenu de la loi applicable.

Article 6

Chaque Etat contractant désigne l'autorité judiciaire ou administrative compétente pour établir le certificat.

Tout Etat contractant a la faculté de déclarer que le certificat, dressé sur son territoire, sera considéré comme "établi par l'autorité compétente" s'il est établi par une des personnes appartenant à une catégorie professionnelle désignée par cet Etat, et s'il est confirmé par l'autorité compétente.

Article 7

L'autorité émettrice, après avoir pris les mesures de publicité propres à informer les intéressés, notamment le conjoint survivant, et avoir procédé, au besoin, à des recherches, délivre sans retard le certificat.

Article 8

L'autorité compétente informe, sur sa demande, toute personne ou autorité intéressée de l'émission du certificat et de son contenu et, le cas échéant, de son annulation, de sa modification ou de la suspension de ses effets.

L'annulation du certificat, sa modification ou la suspension de ses effets par l'autorité émettrice doit être portée à la connaissance de toute personne ou autorité qui aura été précédemment informée par écrit de son émission.

CHAPITRE III — RECONNAISSANCE DU CERTIFICAT — MESURES CONSERVATOIRES OU URGENTES

Article 9

Sous réserve des dispositions de l'article 10, seule la présentation du certificat peut être exigée, dans les Etats contractants autres que celui où il a été émis, pour attester la désignation et les pouvoirs de la ou des personnes habilitées à administrer la succession.

Aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.

Article 10

Tout Etat contractant a la faculté de subordonner la reconnaissance du certificat, soit à la décision d'une autorité statuant à la suite d'une procédure rapide, soit seulement à une publicité.

Cette procédure pourra comporter des oppositions et recours, pour autant qu'ils soient fondés sur les articles 13, 14, 15, 16 et 17.

Article 11

Lorsque la procédure ou la publicité prévue à l'article 10 est requise, le titulaire du certificat peut, dès la date

Article 5

Before issuing the certificate, the competent authority, when applying the internal law of the State of which the deceased was a national, may enquire of an authority of that State, which has been designated for that purpose, whether the contents of the certificate accord with that law and, in its discretion, fix a time-limit for the submission of a reply. If no reply is received within this period it shall draw up the certificate in accordance with its own understanding of the applicable law.

Article 6

Each Contracting State shall designate the competent judicial or administrative authority to draw up the certificate.

A Contracting State may declare that a certificate drawn up within its territory shall be deemed to be 'drawn up by the competent authority' if it is drawn up by a member of a professional body which has been designated by that State, and if it is confirmed by the competent authority.

Article 7

The issuing authority shall, after measures of publicity have been taken to inform those interested, in particular the surviving spouse, and after investigations, if any are necessary, have been made, issue the certificate without delay.

Article 8

The competent authority shall, on request, inform any interested person or authority that a certificate has been issued and of its contents, and of any annulment or modification of the certificate or of any suspension of its effects.

The annulment or modification of the certificate or the suspension of its effects by the issuing authority shall be brought to the attention of any person or authority that has been notified in writing that the certificate had been issued.

CHAPTER III — RECOGNITION OF THE CERTIFICATE — PROTECTIVE OR URGENT MEASURES

Article 9

Subject to the provisions of Article 10, in order to attest the designation and powers of the person or persons entitled to administer the estate, the production only of the certificate may be required in the Contracting States other than that in which it was issued.

No legalisation or like formality may be required.

Article 10

A Contracting State may make the recognition of the certificate depend either upon a decision of an authority following an expeditious procedure, or upon simple publicity.

This procedure may comprise 'opposition' and appeal, insofar as either is founded on Articles 13, 14, 15, 16 and 17.

Article 11

If the procedure or the publicity envisaged in Article 10 is required, the holder of the certificate may, on mere

de l'entrée en vigueur de celui-ci, et le cas échéant pendant toute la procédure de reconnaissance, prendre ou solliciter, sur simple présentation, dans les limites du certificat, toutes mesures conservatoires ou urgentes, jusqu'à décision contraire.

Les dispositions de la loi de l'Etat requis relatives à une reconnaissance intérimaire pourront être appliquées, pourvu que cette reconnaissance fasse l'objet d'une procédure d'urgence.

Toutefois, le titulaire du certificat ne pourra plus prendre ou solliciter les mesures visées à l'alinéa premier après le soixantième jour qui suit la date de l'entrée en vigueur du certificat, s'il n'a pas entamé la procédure de reconnaissance ou accompli les diligences nécessaires à la publicité prévue.

Article 12

La validité des mesures conservatoires ou urgentes qui ont été prises en vertu de l'article 11 n'est pas affectée par l'expiration du délai prévu à cet article, ni par une décision de refus de reconnaissance.

Tout intéressé peut néanmoins demander la mainlevée ou la confirmation de ces mesures, conformément à la loi de l'Etat requis.

Article 13

La reconnaissance peut être refusée dans les cas suivants:

1. s'il apparaît que le certificat n'est pas authentique ou n'est pas conforme au modèle annexé à la présente Convention;
2. s'il ne ressort pas des mentions du certificat qu'il émane d'une autorité internationalement compétente au sens de la présente Convention.

Article 14

La reconnaissance du certificat peut en outre être refusée si, du point de vue de l'Etat requis:

1. le défunt avait sa résidence habituelle dans cet Etat; ou bien
2. si le défunt avait la nationalité de cet Etat et qu'il résulte de cette circonstance que, selon les articles 3 et 4, la loi interne de l'Etat requis aurait dû être appliquée pour la désignation du titulaire du certificat et l'indication de ses pouvoirs. Toutefois, dans ce cas, la reconnaissance ne peut être refusée si les mentions du certificat ne sont pas en opposition avec la loi interne de l'Etat requis.

Article 15

La reconnaissance peut également être refusée lorsque le certificat est incompatible avec une décision sur le fond rendue ou reconnue dans l'Etat requis.

Article 16

Au cas où un certificat mentionné à l'article premier lui serait présenté, alors qu'un autre certificat mentionné au même article aurait déjà été antérieurement reconnu dans l'Etat requis, l'autorité requise peut, si les deux certificats sont incompatibles, soit rétracter la reconnaissance du premier et reconnaître le second, soit refuser la reconnaissance du second.

production, take or seek any protective or urgent measures within the limits of the certificate, as from the date of its entry into force and throughout the duration of the procedure of recognition, if any, until a decision to the contrary is made.

A requested State may require that interim recognition is to be subject to the provisions of its internal law for such recognition, provided that the recognition is the subject of an expeditious procedure.

However, the holder may not take or seek the measures mentioned in paragraph 1 after the sixtieth day following the date of entry into force of the certificate, if by then he has not initiated the procedure for recognition or taken the necessary measures of publicity.

Article 12

The validity of any protective or urgent measures taken under Article 11 shall not be affected by the expiry of the period of time specified in that Article, or by a decision refusing recognition.

However, any interested person may request the setting aside or confirmation of these measures in accordance with the law of the requested State.

Article 13

Recognition may be refused in the following cases –

1. if the certificate is not authentic, or not in accordance with the model annexed to this Convention;
2. if it does not appear from the contents of the certificate that it was drawn up by an authority having jurisdiction within the meaning of this Convention.

Article 14

Recognition of the certificate may also be refused if, in the view of the requested State –

1. the deceased had his habitual residence in that State; or
2. the deceased had the nationality of that State, and for that reason, according to Articles 3 and 4, the internal law of the requested State should have been applied with respect to the designation of the holder of the certificate and to the indication of his powers. However, in this case recognition shall not be refused unless the contents of the certificate are contrary to the internal law of the requested State.

Article 15

Recognition may also be refused if the certificate is incompatible with a decision on the merits, rendered or recognised in the requested State.

Article 16

Where a certificate mentioned in Article 1 is presented for recognition, and another certificate mentioned in the same Article which is incompatible with it has previously been recognised in the requested State, the requested authority may either withdraw the recognition of the first certificate and recognise the second, or refuse to recognise the second.

Article 17

La reconnaissance du certificat peut enfin être refusée si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat requis.

Article 18

Le refus de reconnaissance peut être limité à certains des pouvoirs indiqués dans le certificat.

Article 19

La reconnaissance ne peut être refusée ni partiellement, ni totalement, pour aucun motif autre que ceux énumérés aux articles 13, 14, 15, 16 et 17. Il en va de même en cas de rétractation ou d'infirmerie de la reconnaissance.

Article 20

L'existence d'une administration locale antérieure dans l'Etat requis ne dispense pas l'autorité de ce dernier de l'obligation de reconnaître le certificat, conformément à la présente Convention.

Dans ce cas le titulaire du certificat est seul investi des pouvoirs indiqués dans ce document; pour les pouvoirs qui n'y sont pas indiqués, l'Etat requis peut maintenir l'administration locale.

CHAPITRE IV — UTILISATION ET EFFETS DU CERTIFICAT

Article 21

L'Etat requis a la faculté de subordonner l'exercice des pouvoirs du titulaire du certificat au respect des règles relatives à la surveillance et au contrôle des administrations locales.

En outre, il a la faculté de subordonner l'apprehension des biens situés sur son territoire au paiement des dettes.

L'application du présent article ne peut mettre en cause la désignation et l'étendue des pouvoirs du titulaire du certificat.

Article 22

Toute personne qui paie ou remet des biens au titulaire d'un certificat dressé, et s'il y a lieu reconnu, conformément à la présente Convention, sera libérée, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi.

Article 23

Toute personne ayant acquis des biens successoraux du titulaire d'un certificat dressé, et s'il y a lieu reconnu, conformément à la présente Convention, est considérée, sauf s'il est établi qu'elle était de mauvaise foi, les avoir acquis d'une personne ayant pouvoir d'en disposer.

CHAPITRE V—ANNULATION – MODIFICATION – SUSPENSION DU CERTIFICAT

Article 24

Lorsque, au cours d'une procédure de reconnaissance, la désignation ou les pouvoirs du titulaire du certificat

Article 17

Finally, recognition of the certificate may be refused if such recognition is manifestly incompatible with the public policy ('ordre public') of the requested State.

Article 18

Refusal of recognition may be restricted to certain of the powers indicated in the certificate.

Article 19

Recognition may not be refused partially or totally on any grounds other than those set out in Articles 13, 14, 15, 16 and 17. The same shall also apply to the withdrawal or reversal of the recognition.

Article 20

The existence of a prior local administration in the requested State shall not relieve the authority of that State of the obligation to recognise the certificate in accordance with this Convention.

In such a case the powers indicated in the certificate shall be vested in the holder alone. The requested State may maintain the local administration in respect of powers which are not indicated in the certificate.

CHAPTER IV — USE OF THE CERTIFICATE AND ITS EFFECTS

Article 21

The requested State may subject the holder of the certificate in the exercise of his powers to the same local supervision and control applicable to estate representatives in that State.

In addition, the requested State may subject the taking of possession of the assets situate in its territory to the payment of debts.

The application of this Article shall not affect the designation and the extent of the powers of the holder of the certificate.

Article 22

Any person who pays, or delivers property to, the holder of the certificate drawn up, and, where necessary, recognised, in accordance with this Convention shall be discharged, unless it is proved that the person acted in bad faith.

Article 23

Any person who has acquired assets of the estate from the holder of a certificate drawn up, and, where necessary, recognised, in accordance with this Convention shall, unless it is proved that he acted in bad faith, be deemed to have acquired them from a person having power to dispose of them.

CHAPTER V — ANNULMENT – MODIFICATION – SUSPENSION OF THE CERTIFICATE

Article 24

If, in the course of a procedure of recognition, the designation or powers of the holder of a certificate are

sont mis en cause pour un motif de fond, les autorités de l'Etat requis peuvent suspendre les effets provisoires du certificat et surseoir à statuer, en fixant le cas échéant un délai pour l'introduction de l'action au fond devant le tribunal compétent.

Article 25

Lorsque la désignation ou les pouvoirs du titulaire du certificat sont mis en cause dans une contestation au fond devant les tribunaux de l'Etat où le certificat a été émis, les autorités de tout autre Etat contractant peuvent suspendre les effets du certificat jusqu'à la fin du litige.

Lorsque la contestation au fond a été portée devant les tribunaux de l'Etat requis ou d'un autre Etat contractant, les autorités de l'Etat requis peuvent de même suspendre les effets du certificat jusqu'à la fin du litige.

Article 26

Si un certificat est annulé ou si ses effets sont suspendus dans l'Etat où il a été établi, les autorités de tout Etat contractant doivent donner effet à cette annulation ou à cette suspension sur le territoire de cet Etat, à la demande de tout intéressé ou si elles en ont été informées conformément à l'article 8.

Si une des mentions du certificat est modifiée dans l'Etat de l'autorité émettrice, cette autorité doit annuler le certificat et en établir un nouveau.

Article 27

L'annulation d'un certificat, sa modification ou la suspension de ses effets selon les articles 24, 25 et 26 ne met pas en cause les actes accomplis par son titulaire sur le territoire d'un Etat contractant avant la décision de l'autorité de cet Etat donnant effet à l'annulation, à la modification ou à la suspension.

Article 28

La validité des actes juridiques passés avec le titulaire du certificat ne peut être mise en cause pour la seule raison que le certificat a été annulé ou modifié ou que ses effets ont cessé ou ont été suspendus, sauf si la mauvaise foi de l'autre partie est établie.

Article 29

Les conséquences de la rétractation ou de l'infirmation de la reconnaissance sont les mêmes que celles qui ont été prévues aux articles 27 et 28.

CHAPITRE VI — IMMEUBLES

Article 30

Si la loi en conformité de laquelle le certificat a été établi accorde à son titulaire des pouvoirs sur les immeubles situés à l'étranger, l'autorité émettrice indiquera l'existence de ces pouvoirs dans le certificat.

Les autres Etats contractants auront la faculté de reconnaître ces pouvoirs en tout ou en partie.

Les Etats contractants qui auront fait usage de la faculté prévue à l'alinéa précédent indiqueront dans quelle mesure ils reconnaîtront de tels pouvoirs.

challenged on the merits, the authorities of the requested State may suspend the provisional effects of the certificate, stay judgment and, if the case so requires, settle a period of time within which an action on the merits must be instituted in the court having jurisdiction.

Article 25

If the designation or powers of the holder of a certificate are put in issue in a dispute on the merits before the courts of the State in which the certificate was issued, the authorities of any other Contracting State may suspend the effects of the certificate until the end of the litigation.

If a dispute on the merits is brought before the courts of the requested State or of another Contracting State, the authorities of the requested State may likewise suspend the effects of the certificate until the end of the litigation.

Article 26

If the certificate is annulled or if its effects are suspended in the State in which it was drawn up, the authorities of every Contracting State shall give effect within its territory to such annulment or suspension, at the request of any interested person or if they are informed of such annulment or suspension in accordance with Article 8.

If any provisions of the certificate are modified in the State of the issuing authority, that authority shall annul the existing certificate and issue a new certificate as modified.

Article 27

Annulment or modification of the certificate or suspension of its effects according to Articles 24, 25 and 26 shall not affect acts carried out by its holder within the territory of a Contracting State prior to the decision of the authority of that State giving effect to the annulment, modification or suspension.

Article 28

The validity of dealings by a person with the holder of the certificate shall not be challenged merely because the certificate has been annulled or modified, or its effects have been suspended, unless it is proved that the person acted in bad faith.

Article 29

The consequences of the withdrawal or reversal of recognition shall be the same as those set out in Articles 27 and 28.

CHAPTER VI — IMMOVABLES

Article 30

If the law in accordance with which the certificate was drawn up gives the holder powers over immovables situate abroad, the issuing authority shall indicate in the certificate the existence of these powers.

Other Contracting States may recognise these powers in whole or in part.

Those Contracting States which have made use of the option provided for in the foregoing paragraph shall indicate to what extent they will recognise such powers.

CHAPITRE VII — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 31

Aux fins et sous les conditions de l'article 3, tout Etat contractant a la faculté de déclarer que sa loi interne doit être appliquée, si le défunt est un de ses ressortissants, pour désigner le titulaire du certificat et indiquer ses pouvoirs.

Article 32

Au sens de la présente Convention, on entend par "résidence habituelle" ou "nationalité" du défunt celle qu'il avait au moment du décès.

Article 33

Les mentions imprimées dans la formule modèle du certificat annexée à la présente Convention peuvent être rédigées dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité émettrice. Elles doivent en outre être rédigées soit en langue française, soit en langue anglaise.

Les blancs correspondant à ces mentions sont remplis soit dans la langue ou l'une des langues officielles de l'autorité émettrice, soit en langue française, soit en langue anglaise.

Le titulaire du certificat qui invoque la reconnaissance doit produire, sauf dispense de l'autorité requise, la traduction des mentions non imprimées figurant dans le certificat.

Article 34

A l'égard d'un Etat contractant qui connaît en matière d'administration des successions deux ou plusieurs systèmes de droit applicables à des catégories différentes de personnes, toute référence à la loi de cet Etat sera interprétée comme visant le système de droit désigné par le droit de celui-ci.

Article 35

Tout Etat contractant qui comprend deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des systèmes de droit différents s'appliquent en ce qui concerne l'administration des successions, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à toutes ces unités territoriales ou seulement à l'une ou à plusieurs d'entre elles, et pourra à tout moment modifier cette déclaration en faisant une nouvelle déclaration.

Ces déclarations indiqueront expressément l'unité territoriale à laquelle la Convention s'applique.

Les autres Etats contractants pourront refuser de reconnaître un certificat si, à la date où la reconnaissance est invoquée, la Convention n'est pas applicable à l'unité territoriale dans laquelle le certificat a été émis.

Article 36

Lorsqu'un Etat contractant est composé de deux ou plusieurs unités territoriales dans lesquelles des lois différentes sont en vigueur en ce qui concerne l'administration des successions:

1. toute référence aux autorités, à la loi ou à la procédure de l'Etat d'origine du certificat sera interprétée comme visant l'autorité, la loi ou la procédure de l'unité territoriale dans laquelle le défunt avait sa résidence habituelle;

CHAPTER VII — GENERAL CLAUSES

Article 31

For the purposes of, and subject to, the conditions set out in Article 3, a Contracting State may declare that if the deceased was a national of that State its internal law shall be applied in order to designate the holder of the certificate and to indicate his powers.

Article 32

For the purposes of this Convention, 'habitual residence' and 'nationality' mean respectively the habitual residence and nationality of the deceased at the time of his death.

Article 33

The standard terms in the model certificate annexed to this Convention may be expressed in the official language, or in one of the official languages of the State of the issuing authority, and shall in all cases be expressed either in French or in English.

The corresponding blanks shall be completed either in the official language or in one of the official languages of the State of the issuing authority or in French or in English.

The holder of the certificate seeking recognition shall furnish translations of the information supplied in the certificate, unless the requested authority dispenses with this requirement.

Article 34

In relation to a Contracting State having, in matters of estate administration, two or more legal systems applicable to different categories of persons, any reference to the law of that State shall be construed as referring to the legal system specified by the law of that State, as applicable to the particular category of persons.

Article 35

If a Contracting State has two or more territorial units in which different systems of law apply in relation to matters of estate administration, it may declare that this Convention shall extend to all its territorial units or only to one or more of them, and may modify its declaration by submitting another declaration at any time.

These declarations shall state expressly the territorial units to which the Convention applies.

Other Contracting States may decline to recognise a certificate if, at the date on which recognition is sought, the Convention is not applicable to the territorial unit in which the certificate was issued.

Article 36

In the application of this Convention to a Contracting State having two or more territorial units in which different systems of law apply, in relation to estate administration—

1. any reference to the authority or law or procedure of the State which issues the certificate shall be construed as referring to the authority or law or procedure of the territorial unit in which the deceased had his habitual residence;

2. toute référence aux autorités, à la loi ou à la procédure de l'Etat requis sera interprétée comme visant les autorités, la loi ou la procédure de l'unité territoriale dans laquelle le certificat est produit;

3. toute référence faite en vertu des chiffres 1 et 2 du présent article à la loi ou à la procédure de l'Etat d'origine du certificat ou de l'Etat requis sera interprétée comme comprenant les règles et principes en vigueur dans cet Etat et qui sont applicables dans l'unité territoriale considérée;

4. toute référence à la loi nationale du défunt sera interprétée comme visant la loi déterminée par les règles en vigueur dans l'Etat dont le défunt était ressortissant ou, à défaut de telles règles, la loi de l'unité territoriale avec laquelle le défunt avait les liens les plus étroits.

Article 37

Chaque Etat contractant notifiera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion:

1. la désignation des autorités prévues aux articles 5 et 6, alinéa 1;

2. l'indication des modalités selon lesquelles les informations prévues à l'article 8 peuvent être obtenues;

3. s'il a choisi ou non de subordonner la reconnaissance à une procédure ou à une publicité et, au cas où une procédure existe, la désignation de l'autorité devant laquelle elle doit être portée.

Chaque Etat contractant mentionné à l'article 35 notifiera au même moment au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas les indications prévues à l'alinéa 2 dudit article.

Chaque Etat contractant notifiera par la suite, de la même manière, toute modification des désignations et indications mentionnées ci-dessus.

Article 38

Chaque Etat contractant qui désire faire usage d'une ou plusieurs des facultés prévues aux articles 4, 6 alinéa 2, 30 alinéas 2 et 3 et 31, le notifiera au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit ultérieurement.

La désignation prévue à l'article 6, alinéa 2, et l'indication prévue à l'article 30, alinéa 3 seront faites dans la notification.

Chaque Etat contractant notifiera par la suite, de la même manière, toute modification aux déclarations, désignations et indications mentionnées ci-dessus.

Article 39

Les dispositions de la présente Convention prévalent sur celles de toutes Conventions bilatérales auxquelles les Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions relatives aux mêmes matières, à moins qu'il n'en soit autrement convenu entre les Parties à de telles conventions.

La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application d'autres Conventions multilatérales auxquelles un ou plusieurs Etats contractants sont ou seront Parties et qui contiennent des dispositions relatives aux mêmes matières.

2. any reference to the authority or law or procedure of the requested State shall be construed as referring to the authority or law or procedure of the territorial unit in which the certificate is sought to be used;

3. any reference made in the application of subparagraph 1 or 2 to the law or procedure of the State which issues the certificate or of the requested State shall be construed as including any relevant legal rules and principles of the Contracting State which apply to the territorial units comprising it;

4. any reference to the national law of the deceased shall be construed as referring to the law determined by the rules in force in the State of which the deceased was a national, or, if there is no such rule, to the law of the territorial unit with which the deceased was most closely connected.

Article 37

Each Contracting State shall, at the time of the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the following –

1. the designation of the authorities, pursuant to Article 5 and the first paragraph of Article 6;

2. the way in which the information provided for under Article 8 may be obtained;

3. whether or not it has chosen to subject the recognition to a procedure or to publicity, and, if a procedure exists, the designation of the authority before which the proceedings are to be brought.

Each Contracting State mentioned in Article 35 shall, at the same time, notify the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands of the information provided for in paragraph 2 of that Article.

Subsequently, each Contracting State shall likewise notify the Ministry of any modification of the designations and information mentioned above.

Article 38

A Contracting State desiring to exercise one or more of the options envisaged in Article 4, the second paragraph of Article 6, the second and third paragraphs of Article 30 and Article 31, shall notify this to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, either at the time of the deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession or subsequently.

The designation envisaged by the second paragraph of Article 6, or the indication envisaged by the third paragraph of Article 30, shall be made in the notification.

A Contracting State shall likewise notify any modification to a declaration, designation or indication mentioned above.

Article 39

The provisions of this Convention shall prevail over the terms of any bilateral Convention to which Contracting States are or may in the future become Parties and which contains provisions relating to the same subject-matter, unless it is otherwise agreed between the Parties to such Convention.

This Convention shall not affect the operation of other multilateral Conventions to which one or several Contracting States are or may in the future become Parties and which contain provisions relating to the same subject-matter.

Article 40

La présente Convention s'applique même aux successions ouvertes avant son entrée en vigueur.

CHAPITRE VIII — DISPOSITIONS FINALES

Article 41

La présente Convention est ouverte à la signature des Etats qui étaient membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 42

Tout Etat qui n'est devenu membre de la Conférence qu'après la Douzième session, ou qui appartient à l'Organisation des Nations Unies ou à une institution spécialisée de celle-ci, ou est Partie au Statut de la Cour internationale de Justice, pourra adhérer à la présente Convention après son entrée en vigueur en vertu de l'article 44.

L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'adhésion n'aura d'effet que dans les rapports entre l'Etat adhérent et les Etats contractants qui n'auront pas élevé d'objection à son encontre dans les douze mois après la réception de la notification prévue au chiffre 3 de l'article 46. Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation de la Convention, ultérieure à l'adhésion. Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 43

Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires qu'il représente sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux. Cette déclaration aura effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat.

Par la suite, toute extension de cette nature sera notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

L'extension aura effet dans les rapports entre les Etats qui, douze mois après la réception de la notification prévue à l'article 46, chiffre 4, n'auront pas élevé d'objection à son encontre, et le territoire ou les territoires dont les relations internationales sont assurées par l'Etat en question, et pour lequel ou lesquels la notification aura été faite.

Une telle objection pourra également être élevée par tout Etat membre au moment d'une ratification, acceptation ou approbation ultérieure à l'extension.

Ces objections seront notifiées au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 44

La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois du calendrier suivant le dépôt du

Article 40

This Convention shall apply even if the deceased died before its entry into force.

CHAPTER VIII — FINAL CLAUSES

Article 41

This Convention shall be open for signature by the States which were Members of the Hague Conference on Private International Law at the time of its Twelfth Session.

It shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 42

Any State which has become a Member of the Hague Conference on Private International Law after the date of its Twelfth Session, or which is a Member of the United Nations or of a specialised agency of that Organisation, or a Party to the Statute of the International Court of Justice may accede to this Convention after it has entered into force in accordance with Article 44.

The instrument of accession shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Such accession shall have effect only as regards the relations between the acceding State and those Contracting States which have not raised an objection to its accession in the twelve months after the receipt of the notification referred to in sub-paragraph 3 of Article 46. The objection may also be raised by Member States at the time when they ratify, accept or approve the Convention after an accession. Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 43

Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, declare that this Convention shall extend to all the territories for the international relations of which it is responsible, or to one or more of them. Such a declaration shall take effect on the date of entry into force of the Convention for the State concerned.

At any time thereafter, such extensions shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

The extension shall have effect as regards the relations between the Contracting States which have not raised an objection to the extension in the twelve months after the receipt of the notification referred to in Article 46, sub-paragraph 4, and the territory or territories for the international relations of which the State in question is responsible and in respect of which the notification was made.

Such an objection may also be raised by Member States when they ratify, accept or approve the Convention after an extension.

Any such objection shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands.

Article 44

This Convention shall enter into force on the first day of the third calendar month after the deposit of the third

troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation prévu par l'article 41, alinéa 2.

Ensuite, la Convention entrera en vigueur:

- pour chaque Etat signataire ratifiant, acceptant ou approuvant postérieurement, le premier jour du troisième mois du calendrier après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation;
- pour tout Etat adhérant, le premier jour du troisième mois du calendrier après l'expiration du délai visé à l'article 42;
- pour les territoires auxquels la Convention a été étendue conformément à l'article 43, le premier jour du troisième mois du calendrier qui suit l'expiration du délai visé audit article.

Article 45

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur conformément à l'article 44, alinéa premier, même pour les Etats qui postérieurement l'auront ratifiée, acceptée, approuvée ou y auront adhéré.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation sera, au moins six mois avant l'expiration du délai de cinq ans, notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas. Elle pourra se limiter à certains territoires auxquels s'applique la Convention.

La dénonciation n'aura d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats contractants.

Article 46

Le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas notifiera aux Etats membres de la Conférence, ainsi qu'aux Etats qui auront adhéré conformément aux dispositions de l'article 42:

1. les signatures, ratifications, acceptations, et approbations visées à l'article 41;
2. la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 44;
3. les adhésions visées à l'article 42 et la date à laquelle elles auront effet;
4. les extensions visées à l'article 43 et la date à laquelle elles auront effet;
5. les objections aux adhésions et aux extensions visées aux articles 42 et 43;
6. les désignations, indications, et déclarations mentionnées aux articles 37 et 38;
7. les dénonciations visées à l'article 45.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à La Haye, le 2 octobre 1973, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Conférence de La Haye de droit international privé lors de sa Douzième session.

instrument of ratification, acceptance or approval referred to in the second paragraph of Article 41.

Thereafter the Convention shall enter into force

- for each State ratifying, accepting or approving it subsequently, on the first day of the third calendar month after the deposit of its instrument of ratification, acceptance or approval;
- for each acceding State, on the first day of the third calendar month after the expiry of the period referred to in Article 42;
- for a territory to which the Convention has been extended in conformity with Article 43, on the first day of the third calendar month after the expiry of the period referred to in that Article.

Article 45

This Convention shall remain in force for five years from the date of its entry into force in accordance with the first paragraph of Article 44, even for States which have ratified, accepted, approved or acceded to it subsequently.

If there has been no denunciation, it shall be renewed tacitly every five years.

Any denunciation shall be notified to the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, at least six months before the expiry of the five year period. It may be limited to certain of the territories to which the Convention applies.

The denunciation shall have effect only as regards the State which has notified it. The Convention shall remain in force for the other Contracting States.

Article 46

The Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands shall notify the States Members of the Conference, and the States which have acceded in accordance with Article 42 of the following—

1. the signatures and ratifications, acceptances and approvals referred to in Article 41;
2. the date on which this Convention enters into force in accordance with Article 44;
3. the accessions referred to in Article 42 and the dates on which they take effect;
4. the extensions referred to in Article 43 and the dates on which they take effect;
5. the objections raised to accessions and extensions referred to in Articles 42 and 43;
6. the designations, indications and declarations referred to in Articles 37 and 38;
7. the denunciations referred to in Article 45.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

DONE at The Hague, on the 2nd day of October 1973, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Government of the Netherlands, and of which a certified copy shall be sent, through the diplomatic channel, to each of the States Members of the Hague Conference on Private International Law at the date of its Twelfth Session.

Copie certifiée conforme à l'original

Le Directeur des Traités
du Ministère des Affaires Etrangères
du Royaume des Pays-Bas

Certified true copy of the original

The Director of Treaties
of the Ministry of Foreign Affairs
of the Kingdom of the Netherlands